

MADAGASCAR

Revue de Presse avril 2008

POLITIQUE INTÉRIEURE

Litiges électoraux issus des municipales : le Conseil d'État ne s'est toujours pas prononcé.

Des candidats aux municipales du 12 décembre font pression afin qu'il statue dans les meilleurs délais. Les maires dont l'élection est contestée doivent en effet voter pour les sénatoriales. Cette situation profiterait alors aux candidats du parti au pouvoir qui bénéficieraient des voix des maires dont l'élection est remise en cause. Pour l'AREMA, « *Les 220 recours en cassation signifient juridiquement et politiquement que 14% des maires qui font partie des grands électeurs ne sont pas légalement installés* ». Le président de la Chambre administrative confirme que la Cour rendra ses verdicts après les sénatoriales du 20 avril. Bon nombre de ces requêtes seraient non recevables, car insuffisamment étayées. Le commissaire du Conseil d'Etat en charge du dossier affirme pour sa part : « *Le parquet n'a reçu aucun dossier jusqu'à maintenant* ».

Elections sénatoriales du 20 avril

50 candidats (dont 4 femmes) se présentent au suffrage des grands électeurs pour 22 postes à pourvoir (un poste par région ; dans 6 régions, le candidat du TIM est seul en lice). Deux anciens cadres supérieurs du groupe Tiko [propriété de Marc Ravalomanana], Yvan Randriasandratiniony et Rajemison Rakotomaharo (président sortant), sont sur les rangs pour remporter la course à la présidence de la Chambre haute.

Des candidat du TIM juges et parties : la liste des candidats du TIM pour les élections sénatoriales fait apparaître que certains sont ministres, d'autres chefs de région (2) ou encore parlementaires et responsables de collectivités décentralisées. En tant que citoyens, rien n'interdit à ces personnalités d'être candidates. Mais leurs fonctions ou responsabilités portent à penser que cela risque d'influer sur les résultats dans la mesure où les régions constituent les circonscriptions électorales. Les chefs de région notamment président les Commissions administratives de vérification et d'enregistrement des candidatures (Cavec). Le principe d'égalité des chances des candidats ne sera pas de mise tant que certains jouissent de prérogatives de puissance publique.

Neuf partis abstentionnistes : selon ces organisations, l'existence de 220 recours en cassation déposés par des candidats aux élections des maires ainsi que la mise en place de Présidents de Délégation spéciale dans trois communes font entrave à la tenue de sénatoriales démocratiques. Ainsi, l'élection d'une partie non négligeable des 1996 grands électeurs est encore susceptible d'être remise en cause. Dans une lettre ouverte au Président de la République ces partis d'opposition, « *se félicitent de n'être pas partie prenante de la comédie électorale commencée avec les communales, en passant par les régionales, et conclues par les sénatoriales* ».

Résultats du scrutin : sans surprise, les 22 sièges à pourvoir ont été dévolus aux candidats du TIM. Même Ratsiraka, au sommet de sa puissance, n'a pas réalisé un aussi bon score. 11 sénateurs désignés par le président de la République doivent compléter la liste. Aucune résistance n'est donc venue perturber la marche en avant du TIM, même dans les régions où

il n'avait pas réalisé de gros scores lors des précédentes élections. Les quelque 600 maires indépendants ont presque tous voté pour les candidats du parti au pouvoir.

Mais des voix se font entendre pour dénoncer des «*pressions*» sur les premiers magistrats des villes afin de voter en faveur des candidats du pouvoir. Une polémique est née de l'initiative prise par des fonctionnaires d'autorité d'organiser le déplacement des maires et de les accompagner dans les bureaux de vote. Dans certaines régions, ils auraient été vigoureusement «*coachés*» et auraient subi des menaces. Certains grands électeurs ont été confinés et isolés sous prétexte de mise au vert.

Le Premier ministre s'est déclaré satisfait du déroulement du scrutin qui a vu un taux de participation de ...99%. Le CNE déclare que «*les sénatoriales se sont déroulées dans le calme et dans le respect de la loi. Le vote a eu lieu dans le respect du libre choix des électeurs*».

Face à cette équipe arborant le maillot «*bleu et vert*», à l'Assemblée nationale (à 98% TIM) et au Sénat, il n'y a personne. L'opposition est ainsi quasiment absente des deux Chambres, en partie de son fait puisqu'elle a décidé de boycotter les récents scrutins. Pour le constitutionnaliste Jean Eric Rakotoarisoa «*l'opposition devient extraparlamentaire*». Andry Rajoelina, le nouveau maire d'Antananarivo, trouve dommage qu'il n'y ait pas de parti politique qui puisse contrer le TIM et déclare que «*l'équilibre du pouvoir est nécessaire*». Pour «*Tribune*», le seul opposant porte un nom multiple : pauvreté, misère, sous-développement, corruption, insécurité, sous-alimentation, trafics, chômage de masse. Un adversaire insaisissable.

Une dizaine de collaborateurs du président de la République occuperont des sièges dans le nouveau Sénat, ainsi qu'un groupe d'opérateurs économiques (filrière riz...).

La nomination des 11 sénateurs du quota présidentiel traduit un essai d'ouverture aux partis politiques autres que le TIM. Il puise même dans les rangs de l'opposition, sans trop convaincre cette dernière. Trois proches collaborateurs du chef de l'État entrent aussi au Sénat. L'un d'entre eux, SG de la présidence, est donné favori à la course à la présidence du Sénat. Coordonnateur de l'organisation du Sommet de l'UA à Madagascar en 2009, Noël Rakotondramboa fut à l'époque le brillant conseiller juridique de Didier Ratsiraka.

Le Sefafi conteste la désignation des chefs de région et critique les errements en matière de décentralisation depuis l'indépendance : selon lui, une manière de contourner la volonté du suffrage populaire et donc la participation citoyenne, est de nommer des «*Présidents de Délégation Spéciale*» à la tête de collectivité décentralisées. «*Cette mesure, utilisée à tout moment et sans discernement ces dernières années, remplace le libre choix des habitants des régions et des communes par une désignation arbitraire du pouvoir central*». Cette pratique constitue pour le Sefafi une entrave à la mise en place d'une décentralisation sincère. A rappeler que trois communes sont jusqu'à présent dirigées par des PDS et n'ont pu élire leur maire lors du dernier scrutin, le pouvoir estimant que les conditions politiques n'étaient pas réunies. Il rappelle enfin les errements des différentes républiques en matière de décentralisation. «*Il est urgent de réfléchir sur l'ensemble du système, et de proposer des remèdes à son insuffisance et à son inefficacité notoire*».

L'avis de Jean Eric Rakotoarisoa (Sefafi) sur la situation politique : interrogé sur l'indifférence de la population face aux appels de l'opposition, il explique que la population est déçue des suites des événements de 1991 et 2002. Et cette inertie populaire laisse craindre une explosion sociale. «*Cela arrive lorsque la situation a atteint un certain seuil qui dépasse la capacité de tolérance du peuple. Il peut y avoir par exemple une crise de la faim. [...] Il est plus que*

primordial que tous les acteurs politiques actuels se réunissent autour d'une table pour dialoguer » [...] mais « pour pouvoir dialoguer, il faut que l'opposition instaure sa notoriété et sa crédibilité. Les dissensions internes des partis politiques ne leur permettent pas de mobiliser et de sensibiliser les gens. Si jamais le seuil de tolérance de la population est dépassé, il faudra une opposition forte et capable pour canaliser la révolte de la population, sinon ce sera l'anarchie totale et la destruction assurée »

La réforme électorale de nouveau abordée : Charles Rabemananjara laisse entendre que l'examen de ce projet maintes fois reporté aurait lieu à partir du mois de mai. Une source proche du dossier indique que l'exécutif maintiendra sa position sur les points cruciaux, notamment son refus d'instaurer une commission électorale indépendante et son rejet du bulletin unique.

Le projet de transition politique initiés par l'ancien président Albert Zafy ne fait pas l'unanimité : l'appel lancé par le CRN a pour objectif de fédérer l'ensemble de l'opposition mais il se heurte à des questions de leadership. La CRN exige la mise en place d'un régime de transition de 18 à 36 mois qui devrait aboutir à l'avènement d'une nouvelle République fédérale laïque. Le gouvernement oppose une fin de non recevoir aux revendications du CRN. Pour Marcel Ranjeva, « l'opposition danse sur un air dépassé ». Quant au président de la République, il déclare : « Il n'y a pas de place pour les déstabilisateurs. 2008 est une année de travail. Ne m'obligez à prendre des décisions qui ne vous profiteront pas ».

Climat de crise au sommet de l'Etat : black-out total sur une réunion du gouvernement avec le Premier ministre, en présence, fait exceptionnel, des généraux commandant l'Armée et la Gendarmerie. Les observateurs s'interrogent sur les événements qui motivent cette réunion. Pourtant, les sujets ne manquent pas. On peut citer, entre autre : l'affaire d'un présumé coup d'Etat ; le Conseil d'État qui continue de tenir le verdict des municipales sous le coude ; l'insécurité qui règne dans le pays et notamment sur les grands axes routiers ; les initiatives de l'ancien président Albert Zafy qui, à travers son projet de transition, semble vouloir franchir la ligne rouge de la provocation ; Henri Lecacheur, ancien conseiller spécial du président de la République et président du Parti fédéraliste de Madagascar (PFM) qui exhorte les Malgaches à descendre dans la rue.

Le Groupe de réflexion et d'action pour le développement de Madagascar (Grad Iloafo) veut apaiser la situation. Il demande que les responsables concernés fassent preuve de compréhension pour éviter que la Nation ne soit prise en otage par la pratique politique. La formation condamne des manoeuvres ayant des « arrière-pensées tribalistes », ainsi que les atteintes à la sécurité publique et les tentatives de coup d'Etat.

L'enquête sur une supposée tentative de coup d'Etat le 28 mars, veille de la célébration de l'insurrection de 1947 : l'ancien secrétaire d'État chargé de la Sécurité publique, Lucien Victor Razakanirina, a été entendu par son successeur. Le dossier sur lequel il est interrogé comprend en outre le vol d'armes au 1^{er} Régiment de transmission et de service en novembre 2007. Razakanirina a quitté le gouvernement en janvier 2007, au début du deuxième mandat de Marc Ravalomanana. Les derniers mois à la tête de son département ont été marqués par des dossiers brûlants, comme la recherche du général Fidy ou de Pety Rakotoniaina. Il a réussi à trouver le premier après quelques mois, mais pas le deuxième, malgré les promesses et les moyens déployés. A l'issue d'une première série d'enquêtes, une dizaine de militaires sont retenus en « forteresse » dans des casernes.

Henri Lecacheur tente de se poser en leader de l'opposition et défie le pouvoir : il accroît sa pression sur le pouvoir et a profité de l'absence du président Ravalomanana, en voyage en

Europe, et du maire Andry Rajoelina en visite en Chine, pour descendre dans la rue à Antananarivo. Il a dû mettre rapidement fin à deux brefs meetings improvisés sur la Place du 13 Mai mais il menace d'appeler la population à d'autres rassemblements, promettant «*la remise du pouvoir aux mains du peuple*». Après avoir fréquenté l'actuel régime pendant plusieurs années, il hausse le ton et menace de dévoiler des «*secrets*» d'Etat en public. Lecacheur est le premier opposant depuis 2002 à ne pas avoir subi de lynchage populaire en se hasardant sur le lieu historique qu'est la Place du 13 Mai.

A la suite de ces deux tentatives, des dispositions ont été prises pour inhiber toute velléité de déstabilisation. Henri Lecacheur dénonce de son côté la présence sur les lieux de «*mercenaires* ». Le leader s'est réfugié à son domicile suite à une tentative d'attentat dont il aurait été l'objet. Des militaires sont sur place «*pour le protéger* ». Il a accepté de se rendre à la convocation la Brigade de recherche et en est ressorti libre. Le CRN et la Plate-forme de l'opposition émettent des réserves sur les méthodes de l'ancien conseiller mais se solidarisent avec lui. Son appel est soutenu par Victor Hong de l'Organisation des familles des personnes arrêtées suite à la crise politique actuelle (Ofpacpa) et le pasteur Edouard, de l'Association des descendants des six ex-provinces.

La tournée du groupe Rossy annulée dans «*l'intérêt supérieur de la Nation*», avant d'être finalement autorisée : la tournée devait débiter le 27 avril, après un premier report pour cause d'élections sénatoriales. La rumeur de l'annulation courait depuis quelques temps et, la décision du ministre des Sports et de la Culture n'a pas vraiment surpris. [*Paul Bert Rahasimanana, alias Rossy, a commencé sa carrière au début des années 80. Il est le premier à avoir donné une véritable dimension professionnelle au spectacle malgache. En 1997, conseiller du président Ratsiraka, il a été l'acteur principal du succès des cérémonies de la troisième édition des Jeux de la Francophonie qui s'est déroulée à Madagascar. Chanteur engagé, il vit en France depuis 2002. Il se défend d'avoir quitté Madagascar en raison de la chute du régime Ratsiraka et se considère comme «*le poil à gratter de la société malgache* ». Il se dit victime de rumeurs infondées qui lui imputent la création d'un mouvement politique côtier, le «*parti des esclaves malgaches* » une association de «*Noirs* »]*

Le président Ravalomanana est revenu sur la position du gouvernement en déclarant : «*Que Rossy vienne juste pour sa tournée et sa musique et rien d'autre* ». L'artiste a donc pu débarquer à Antananarivo pour une tournée qui évitera soigneusement la date des élections sénatoriales et le 1^{er} Mai. Et de préciser : «*Ce qui s'est déroulé durant ces 6 ans ne me concerne pas. Si l'opposition profite de ce concert, j'en assumerai les conséquences* »

Fête du Travail : les syndicats n'ont reçu l'autorisation de manifester du préfet de police que moins de deux jours avant le rendez-vous. Depuis 2002, l'obtention d'autorisation pour manifester le 1^{er} Mai n'a jamais été aisée pour les syndicalistes : l'Etat redoute toutes manifestations dans la rue. Des tentatives de récupérations politiques font également partie des problèmes que les syndicalistes doivent résoudre. La CTM aspire pourtant à profiter du 1^{er} Mai pour traiter des dossiers chauds concernant le monde du travail, notamment la situation des travailleurs des zones franches et en particulier celle des femmes, qui y sont majoritaires. Les syndicats exigent l'interdiction du travail de nuit des femmes tant que Madagascar n'aura pas ratifié la Convention de l'OIT. Une consultation nationale est en cours, en vue de sa ratification.

DROITS HUMAINS, JUSTICE, BONNE GOUVERNANCE, SANTE

1882 détenus politiques recensés par le CRN depuis l'avènement de Marc Ravalomanana au pouvoir : le Comité annonce que l'identité de ces personnes, ainsi que les conditions de leur détention feront l'objet d'une prochaine publication.

Condition carcérale : une prison sur deux sans infirmerie. Un rapport sur les droits de l'homme confirme que 60 % seulement des établissements pénitentiaires malgaches sont dotés d'infirmerie. En outre, il arrive souvent que les infirmeries existantes ne disposent pas de médicaments suffisants. Cette situation est contraire à la législation qui exige que chaque établissement dispose d'au moins un médecin et/ou un infirmier et un dentiste.

Vers l'interdiction légale de la torture : Madagascar a ratifié la Convention contre la torture en 2005. Un projet de loi conforme à cette Convention a été adopté en 2007. Ce projet de loi sera présenté incessamment au gouvernement et au parlement, affirme la ministre de la Justice. Un atelier de consultation sur la rédaction et la soumission du rapport initial relatif à cette Convention a été organisé avec l'association pour la prévention de la torture (APT-Genève), en collaboration avec l'ACAT-Madagascar. Le représentant de l'APT a mis en relief trois points. Le premier concerne la promotion de la mise en œuvre des interdictions de la torture. Le second touche au bon fonctionnement des mécanismes de contrôle. Et le troisième traite du renforcement des capacités des acteurs nationaux. Il estime que la volonté politique existe, notamment en ce qui concerne la surpopulation carcérale et la détention préventive prolongée.

Evacuation sanitaire envisagées pour des personnalités détenues à Antanimora : selon une information non confirmée de Midi, l'ancien député Randrianirina Hery Hajaina, incarcéré depuis bientôt deux ans dans cette prison, serait dans un état critique. Cet ancien parlementaire aurait été impliqué dans une affaire de fausse monnaie. Quant à David Rajaon, ancien ministre de l'Industrie, du Commerce et du Développement du Secteur Privé puis « *Chief of Staff* » de la présidence et directeur général du FID, lui aussi en résidence provisoire à Antanimora depuis 20 mois, il pourrait lui aussi bénéficier d'une évacuation sanitaire. [Selon certaines sources, Marc Ravalomanana aurait détourné des fonds de ce projet FID de la Banque Mondiale au profit des responsables des églises membres du FFKM, plus particulièrement aux pasteurs de FJKM. Pour se dédouaner vis-à-vis de la Banque mondiale, Marc Ravalomanana aurait utilisé David Rajaon comme fusible. D'autres sources rappellent que David Rajaon a été cité par la Présidence de la République dans l'affaire de deux Peugeot 607 achetées dans des conditions nébuleuses pour la visite du Président sénégalais Wade le 26 Juin 2003. Le journal Malaza considère Davida Rajaon comme un détenu politique].

Nouvelle loi sur le tourisme sexuel : « *La traite d'enfants sera effectivement réprimée* » déclare la directrice de la réforme législative. La nouvelle loi pénale votée en mars fait actuellement l'objet d'une large publicité. Les enfants victimes peuvent et sont encouragés à porter plainte. Les USA (département de la Justice et le département d'Etat) contribuent à cette vulgarisation en finançant l'organisation de séminaires.

Le colonel Coutiti de nouveau condamné : un nouveau procès s'est ouvert contre Coutiti Assolant, détenu à maison de force de Tsiafahy. Cette fois, il a été accusé de détournement d'armes et de munitions. Coutiti, déjà condamné plusieurs fois, a décidé de ne pas se rendre au tribunal. Il écope d'une nouvelle condamnation à 10 ans de travaux forcés. A ce jour, cet officier supérieur, impliqué dans les événements liés à la crise post-électorale de 2002, comptabilise 3 peines de prison à perpétuité et 47 ans de travaux forcés, entre autres pour édification de barrages routiers, tueries et coups et blessures avec préméditation.

Retard dans la mise en place du CSM : le gouvernement veut rassurer l'opinion. Le ministère de la Justice affirme que les questions concernant l'élection et le choix des futurs membres de l'organe de gestion et de discipline des magistrats sont réglées [Selon la loi, le

CSM est composé de 15 membres, dont 8 magistrats élus. La société civile et le corps enseignant ont respectivement un et deux représentants. Le président de la République, assisté par le ministre de la Justice, est membres de droit]. Une enquête de moralité sur les futurs membres de cette instance est en cours. Bakolalao Ramanandraibe se défend de vouloir, par ce moyen, écarter de futurs membres élus. «C'est le Bianco qui devrait s'occuper de l'enquête de moralité. Nous avons également à notre disposition les dossiers des magistrats élus», a-t-elle précisé.

Droits des enfants : les pratiques coutumières fustigées. Le rapport sur l'application de la Convention relative aux droits de l'enfant vient d'être validé et doit être transmis au Comité à Genève. La directrice de la réforme législative au ministère de la Justice souligne que « le droit coutumier entrave la mise en oeuvre de la convention des droits des enfants. Il contredit les principes des textes ». Et de citer le cas des jumeaux ou le marché des jeunes filles dans certaines régions. L'Unicef est partie prenante dans la sensibilisation des relais d'opinion : notables et medias.

Objectif de fournir de l'eau potable pour 1,5 million de nouvelles personnes par an, jusqu'en 2012. Près de la moitié de la population malgache n'a toujours pas accès à l'eau potable. Il y a deux ans encore, seulement 38% des Malgaches en disposaient. De même, 52% de la population a accès aux infrastructures d'assainissement et d'hygiène. L'objectif est de porter le taux d'accès à l'eau potable à 65% et celui de l'accès à l'assainissement à 71% en 2012, échéance du MAP. Plus concrètement, cela signifie 27.500 points d'eau à installer et 800.000 latrines aux normes à réaliser d'ici cette date. Sans oublier les structures d'appui aux efforts d'éducation sanitaire, de sensibilisation et d'information sur tout le territoire.

Objectif de réduction à 20% de la malnutrition infantile d'ici 2011 : Madagascar figure parmi les 36 pays où 90% des enfants de moins de 5 ans présentent un retard de croissance provoqué par la malnutrition. L'objectif fixé est de réduire à 20% le taux de malnutrition infantile chronique en 2011, alors qu'il était encore de 42% il y a 5 ans. La lutte contre la malnutrition chronique des enfants figure parmi les priorités de l'Office national de nutrition (ONN), avec l'appui de l'OMS et l'Unicef.

Lutte contre la corruption : le Bianco a procédé depuis 2 ans à 146 arrestations à Fianarantsoa. 254 dossiers ont été exploités mais il en reste encore 293 qui n'ont pas été totalement traités faute de personnel. Au cours des deux années de travail du Bianco dans cette partie de l'île, 2.725 doléances ont été reçues. Des travaux d'information, d'éducation et de communication ont également été réalisés auprès des secteurs public et privé ainsi que des organisations de la société civile et des écoles, touchant près de 5000 personnes. Selon Transparency International, l'indice de perception de la corruption (IPC) à Madagascar a évolué depuis 2002 où le pays était noté 1,7/10. En 2007, avec un IPC de 3,2, le pays était au 94ème rang sur 179. L'objectif du MAP est d'obtenir au moins 5/10 en 2012.

RELATIONS INTERNATIONALES, COOPERATION, INTEGRATION REGIONALE

Lutte contre le Sida : nouveau financement de la Banque mondiale. Madagascar entre désormais dans la phase d'action à travers toute l'île, avec le financement II de la Banque mondiale. La poursuite de l'engagement de la BM reposerait sur l'efficacité des approches stratégiques déployées par le pays pour combattre le fléau. Son représentant fait valoir que les points stratégiques utilisés par Madagascar sont uniques au monde et que ses approches sont appropriées pour le pays. Le taux de prévalence du Sida est actuellement de 0,8%, contre 1,5% il y a 5 ans.

La préparation du sommet de l'UA en juillet 2009 impose de lourds investissements :

l'aéroport international d'Ivato connaîtra une extension pour permettre le stationnement des avions privés des chefs d'Etat. La piste sera prolongée, une autoroute de 5 km sera construite pour permettre de relier l'aéroport au futur domaine de résidence des chefs d'Etat, composé d'une cinquantaine de villas. Les autorités restent discrètes quant aux sources de financement. Les chinois financent la salle de conférences et investissent dans la construction d'hôtels cinq étoiles. Le même jour, L'Express annonce que la « route de l'unité nationale » qui reliera les extrêmes nord et sud de l'Ile ne sera pas entièrement bitumée : le financement prévu par le deuxième FED ne suffira pas à goudronner les 500 km de cet axe qui ne le sont pas encore et qui sont difficilement praticables.

Les 4000 chambres d'hôtel qui seront construites à Tana dans le cadre du Sommet bénéficieront de détaxation. Herizo Razafimahaleo s'interroge : « *Le pays peut-il se permettre de faire un sacrifice en renonçant à des recettes fiscales pour le simple prestige de l'UA ?* ». Et de craindre que ces 4000 chambres de deviennent des « éléphants blancs ».

Les USA démarrent le gigantesque chantier de leur nouvelle ambassade : le nouveau site de 12.000 m² abritera 300 Américains et employés locaux. Il abritera également les services de l'Usaid et un détachement de la marine. Le projet répond aux plus hautes normes de sécurité et prendra l'allure d'une forteresse.

Extraits des impressions de l'ambassadeur de Etats-Unis sur la situation politique : « *La corruption ne semble pas exister au niveau de la gouvernance. [...] Il existe une initiative de lutte contre la corruption. Un problème de conflit d'intérêts se révèle, mais il n'est pas généralisé. Je connais le directeur général du Bianco et j'admire le progrès accompli dans ce domaine. [...] Une alternance est constatée à travers les quatre élections en huit mois. Nous avons observé les élections communales et elles se sont bien passées. [...] Les candidats de l'opposition aux différentes élections ont quand même réussi à imprimer leurs bulletins de vote. [...] Nous avons compris que le gouvernement a fait savoir son intention de mener une réflexion électorale. Pour notre part, nous avons soutenu le processus démocratique par l'intermédiaire du National Democratic Institute (NDI). [...] Un détenu sur deux n'est pas encore inculpé. La Garde des Sceaux est consciente de la situation. [...] Nous constatons la faiblesse du système judiciaire actuel au cours de nos discussions avec les investisseurs. Y a-t-il de la corruption ? Parfois. Y a-t-il une influence pour favoriser telle ou telle partie ? Je ne sais pas. La Garde des Sceaux le sait, compte tenu de l'évaluation des experts. [...] Pour leur part, les Etats-Unis contribuent déjà à un très grand projet sur les trafics des êtres humains. A l'échelle africaine, Madagascar s'avère très efficace dans cette lutte. [...] L'investissement privé à Madagascar reste faible. Il n'y a qu'une dizaine de sociétés implantées. Cette situation n'est pas normale. Les conditions de concurrence ne sont pas garanties comme il faut ».*

En réponse, Herizo Razafimahaleo, fondateur du Leader Fanilo, interpelle la communauté internationale : « *De votre côté, intervenez pour qu'il y ait accès aux médias, le respect du code électoral, un financement des partis politiques ou encore une liberté d'expression et de réunion. C'est parce qu'il manque tout cela que l'opposition donne l'impression d'être inexistante* ».

Marc Ravalomanana reçu par Nicolas Sarkozy : la France déclare soutenir activement le MAP qui sera au cœur de la prochaine conférence des « Amis de Madagascar » en juin. Le Chef de l'Etat malgache a coupé court aux rumeurs faisant état de la détérioration des relations franco-malgaches. Il a annoncé la venue à Madagascar du Président Sarkozy fin 2008/début 2009.

Une enveloppe de 26,6 millions d'euros de l'AFD : la moitié de la subvention sera affectée à une aide budgétaire globale. Elle vise à appuyer la mise en œuvre d'un plan d'action non affecté, destiné à soutenir la croissance et à réduire la pauvreté. L'autre moitié sera allouée au

capital de la fondation pour les aires protégées et la biodiversité. L'appui s'inscrit dans le cadre d'un 2^{ème} Contrat de désendettement et de développement (C2D), qui couvre la période 2008-2012. Le total des concours de l'AFD actuellement en vigueur à Madagascar s'élève à plus de 130 millions d'euros. L'éducation, l'accès à l'eau potable, le développement rural, l'environnement, la santé, la préservation des ressources naturelles, le développement urbain et les infrastructures et les appuis au secteur privé en font partie.

Dégâts cycloniques : 2 000 salles de classes détruites par « Ivan » à reconstruire ou à réhabiliter. L'Unicef lance un second appel à l'aide internationale. 100 000 élèves risquent de ne pas passer les examens officiels de juin, à cause d'une déscolarisation imposée.

Intégration régionale : Madagascar tirailé entre le Comesa et la Sadc. Les échanges au niveau des communautés régionales ont augmenté de plus de 10% cette année. Cependant la Grande Ile pourrait être amenée à choisir entre le Common Market for Southern and Eastern Africa (Comesa) et la Southern Africa Development Community (Sadc). Mais selon le ministre de l'Economie du commerce et de l'industrie, il est encore possible d'éviter ce choix si certaines dispositions au niveau des deux communautés parviennent à s'accorder.

ECONOMIE

FMI : « L'économie malgache a continué d'afficher de bons résultats ». Une mission du FMI a séjourné à Madagascar dans le cadre de la 4^{ème} revue de l'accord sur la Facilité pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance (FRPC). Selon les conclusions de cette mission, *"l'économie malgache a continué d'afficher de bons résultats. La croissance pour l'année 2007 a atteint 6,1%, reflétant des politiques macroéconomiques prudentes, les constructions liées aux grands projets miniers et des progrès en matière de réformes structurelles [...]. L'inflation est passée sous la barre des 10% pour atteindre 8,2% fin 2007. La performance fiscale a été marquée par une nette amélioration du niveau des recettes. La hausse du niveau des réserves extérieures s'est poursuivie pour atteindre un niveau adéquat"*. Le représentant du FMI souligne que le souci majeur de l'institution est de protéger les plus démunis des impacts de l'augmentation des prix des produits pétroliers et des biens alimentaires.

Menace de crise alimentaire mondiale

Flambée des prix alimentaires et risques de malnutrition pour les populations urbaines : Madagascar parmi les pays en première ligne. Confrontée à la flambée mondiale du coût de la nourriture, l'ONU se prépare au pire. *"Une des inquiétudes majeures est la possibilité que l'ensemble du système d'aide alimentaire d'urgence soit incapable de faire face"*, prévient une note interne. Elle recommande la mise sur pied de *"plans d'urgence spécifiques pour répondre aux besoins des populations urbaines"*, jusque-là peu touchées par la malnutrition. La réflexion onusienne s'appuie notamment sur des données du Fonds international de développement agricole (FIDA) selon laquelle, pour chaque augmentation de 1 % du prix des denrées de base, 16 millions de personnes supplémentaires sont plongées dans l'insécurité alimentaire. Cela *"signifie que 1,2 milliard d'êtres humains pourraient avoir chroniquement faim d'ici à 2025 ; 600 millions de plus que précédemment anticipé"*, prévient le document. Parmi les pays en première ligne : l'Erythrée, la Sierra Leone, **Madagascar**, Haïti, la Géorgie, le Burundi ou le Zimbabwe.

Le FMI étudie une augmentation des prêts consentis à dix pays pauvres, notamment le Mali, Madagascar et le Cameroun, pour faire face à la flambée des denrées alimentaires.

Le prix du riz résiste à la tendance inflationniste des denrées alimentaires et amorce même une baisse : les données de l'Observatoire du riz montrent une baisse du prix sur le marché local. La moyenne nationale est inférieure à celle de l'année dernière à la même période. « Madagascar est aujourd'hui un des rares, sinon le seul, pays gros consommateur de riz qui affiche encore des prix aussi bas malgré la crise sur le marché international » affirme le responsable de l'Observatoire. Quant aux importations, elles ont été négociées en décembre, avant la flambée des cours mondiaux. Mais si le danger est écarté pour les mois à venir, Madagascar doit s'attendre à une situation de plus en plus compliquée l'année prochaine. La Grande île doit encore importer 10% de ses besoins, l'équivalent de près de 200.000 tonnes, alors que les principaux pays producteurs comme l'Inde ou le Vietnam ont décidé de suspendre leurs exportations. Madagascar est le plus gros consommateur de riz par tête au monde.

L'armée malgache forme des paysans pour améliorer la sécurité alimentaire : Madagascar, qui peine à assurer sa sécurité alimentaire en raison de la faible superficie de terres cultivées, est engagée dans une politique volontariste de mise en cultures qui passe, entre autres, par un service militaire hors norme où les appelés deviennent paysans. Le Service militaire d'action au développement (SMAD), qui n'a d'autre équivalent en Afrique qu'à Djibouti, offre aux appelés, après 3 mois de "remise à niveau citoyenne", une formation agricole de 9 mois et surtout des terres, à raison de 5 hectares par personne. Marc Ravalomanana a affiché début janvier son objectif «de doubler la production (agricole) en 2009 et de la tripler à l'horizon 2012". La production nationale de riz devrait enregistrer une hausse de plus de 50%, par rapport à l'année dernière, malgré le passage des cyclones. Les acteurs du secteur s'attendent à une récolte dépassant les 5 millions de tonnes.

L'Etat va subventionner l'importation de riz : cette mesure, prise en prévision de la période de soudure, a reçu l'aval du FMI. Une subvention qui pourra se traduire par l'exonération de la TVA et/ou des droits de douane. Mais Le plus difficile sera de trouver du riz à acheter sur le marché international.

Fonds insuffisant pour la nutrition infantile : Madagascar doit mobiliser les bailleurs de fonds pour mener à bien sa politique nationale de santé. Le pays ne dispose que de la moitié du montant requis. Le pays figure parmi les 36 pays dans le monde où les enfants souffrent d'un retard de croissance.

Médecins au chômage faute de budget : 1500 médecins malgaches seraient au chômage. Le ministère de la Santé manque de personnel, mais n'a pas les moyens financiers pour procéder à des recrutements. Plus d'un millier de postes budgétaires sont disponibles au sein du ministère de la Santé, du planning familial et de la protection sociale. Pourtant, le nombre de médecins à recruter n'est que de 330, dont 80 spécialistes. Malgré le défi du MAP, Madagascar est très loin de la norme exigée d'un médecin pour 10.000 habitants et d'un paramédical pour 5.000 habitants.

Objectifs du millénaire : le manque de recensement freine le développement. La mise en place d'un recensement fiable, maintes fois différé pour des raisons financières, demeure une priorité pour le pays. Un processus pour le recensement général sera lancé prochainement avec la collaboration du Fonds des Nations unies pour la population (UNFPA).

Sources : L'Express, Midi, La Tribune, Les Nouvelles, Le Quotidien, la Gazette, Matera, assidu-madagascar.org, sobika.com, Le Monde, AFP

Taux de change : au 30/04/2008, 1euro = 2542 Ariary (cours pondéré)